

*Le budget—M<sup>lle</sup> MacDonald*

**M. Fisher:** Parlez du budget.

**Mlle MacDonald:** J'ai certes l'intention de parler des mesures budgétaires, car le premier ministre n'est pas le seul à avoir perdu contact avec la réalité et son ministre des Finances (M. Lalonde) est également déphasé à bien des points de vue. Ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que les Canadiens ne veulent plus des solutions qu'ils ont à proposer. Ils sont encore moins disposés à se faire ridiculiser par le premier ministre et son ministre des Finances. Ils ont trop souffert, ils ont connu trop d'incertitudes, ils sont trop exaspérés et ils en ont trop enduré de la part du gouvernement pour accepter d'être en butte aux mauvaises plaisanteries du premier ministre.

La façon dont le budget du ministre des Finances s'attaque au problème critique du chômage n'est rien de moins qu'une mauvaise plaisanterie, même si le ministre n'a pas employé les mêmes termes que le premier ministre. Le ministre des Finances a expliqué comment il envisage le problème en termes assez décents. Il a dit: «Mon premier souci dans ce budget est de venir en aide au million et demi et plus de Canadiens qui sont prêts à travailler mais ne peuvent pas se trouver d'emploi.» C'est son premier souci. Était-il sincère ou s'agissait-il uniquement de paroles en l'air?

Je trouve difficile, sinon impossible, de croire en la sincérité du ministre des Finances, alors que son budget prévoit qu'il y aura, cette année, 182,000 chômeurs de plus que l'année dernière, que les Canadiens sans emploi seront plus nombreux en 1985 qu'en 1982 et qu'ils seront encore plus d'un million en 1987 et au delà. Il s'agit de savoir s'il est vrai ou non qu'il se préoccupe avant tout des chômeurs. Son budget contredit ses paroles.

On retrouve la même contradiction dans de nombreuses dispositions du budget. On promet un répit aux contribuables, mais au cours des années à venir, ils vont néanmoins devoir payer des impôts supplémentaires de 3,570 millions. On a promis au secteur de l'habitation un certain nombre de mesures propres à favoriser un grand essor de la construction. Je demande alors au ministre chargé du logement pourquoi le gouvernement propose en même temps d'augmenter la taxe fédérale sur les matériaux de construction. En quoi cela aidera-t-il le bâtiment?

**M. Fisher:** Quand cette taxe entre-t-elle en vigueur?

**Mlle MacDonald:** Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Fisher) demande à partir de quand la taxe va augmenter. C'est en 1984, mais est-ce en menaçant le secteur du bâtiment de l'imposer davantage que le gouvernement va lui redonner confiance? On promet aux hommes d'affaires et aux investisseurs d'indexer les gains en capital sur l'inflation, mais on va les imposer chaque année sur ces gains, qu'ils soient réalisés ou non. On promet à la petite entreprise de l'aider à supporter ses pertes, alors qu'elle voudrait pouvoir prendre de l'expansion et essayer de devenir rentable.

• (1120)

On promet aux parents d'indexer le crédit d'impôt-enfants sur l'inflation, mais le seuil de revenu sera bloqué ainsi que la déduction de \$710 pour les enfants à charge. Avec le temps, l'inflation ne tardera pas à éliminer ces deux avantages fiscaux.

Mais que veut donc dire ce budget, tellement complexe que le ministre l'a présenté avec près de deux mois de retard et qu'il lui a fallu deux fois plus de temps que d'habitude pour l'expliquer? Et pourtant, comme tout le monde a pu le voir, 24 heures lui ont suffi pour augmenter de 200 millions le déficit et le programme de dépenses.

Le ministre affirme que la relance économique et la création d'emplois dépendent du secteur privé. Son prédécesseur a délibérément mis deux millions de travailleurs au chômage en instaurant des mesures qui ont beaucoup affaibli le secteur privé. Le ministre des Finances actuel espère maintenant que, grâce à quelques expédients, le secteur privé pourra non seulement retrouver ses forces, mais également entraîner toute l'économie dans son sillage.

S'il est possible d'opérer un miracle avec si peu de moyens, en effet, seuls le secteur privé, les fabriques et industries, grandes et petites qui produisent notre richesse nationale, en seront capables. Mais en même temps que le ministre accorde à contrecœur quelques stimulants au secteur privé, il continue à nous dire qu'il n'y aura guère ou pas du tout de changements tant que l'économie mondiale n'ira pas mieux. Bien sûr, c'est toujours le même refrain, les libéraux rejetant sur d'autres la responsabilité de nos problèmes. Comme nos difficultés viennent d'ailleurs, les solutions devront venir d'ailleurs. Le ministre a expliqué à la presse que la Colombie-Britannique ne pourrait pas exporter son charbon tant que les Japonais n'augmenteraient pas leur production d'acier. Et cela ne se fera pas tant que les Américains ne recommenceront pas à acheter.

Cet argument aurait plus de poids si la situation économique de tous nos partenaires commerciaux était aussi mauvaise que la nôtre. Le gouvernement pourrait alors justifier un tel raisonnement. Ce serait également plus convaincant si le Japon avait également un taux de chômage de 12.5 p. 100, ce qui n'est pas le cas, ou si l'Allemagne de l'Ouest avait connu une forte inflation ces dernières années, ce qui n'est pas le cas non plus, ou encore si le déficit des États-Unis, pourtant considérable, n'était pas loin d'équivaloir à notre déficit de 31.3 milliards.

Chose certaine, nous ne sommes pas un pays sans ressource qui doit compter sur l'aide de l'étranger, comme le ministre des Finances aimerait nous le faire croire. Nous n'avons pas à compter sur d'autres, monsieur le Président, pour nous extirper du pétrin économique dans lequel le gouvernement nous a plongés. Nous pouvons faire beaucoup nous-mêmes pour sortir le Canada de ce bourbier financier. Toutefois, il n'y a grand-chose dans le budget qui nous permettra de nous y appliquer.

Je conviens certes que le budget offre au monde des affaires quelques-uns des stimulants et instruments dont il a besoin pour moderniser son matériel, pour investir dans la construction d'usines et l'achat d'outillage, pour agrandir ses installations de recherche et de développement afin d'arriver à assurer sa productivité et lui permettre de soutenir la concurrence sur le plan mondial. À l'instar du monde des affaires, nous nous réjouissons des mesures à cet égard qui se font attendre depuis si longtemps. Nous réclamons leur adoption depuis des mois. Mais même en dépit de cela un secteur privé amaigri et affamé ne connaîtra qu'un certain succès tant que les consommateurs ne commenceront pas à acheter.